CLIO/START NETWORK
Évaluation de l'impact de la crise actuelle sur les ménages dans la sécurité alimentaire
- Rapport de situation du 26 décembre 2019 -

Résumé

La sécurité alimentaire a été durement impactée par des facteurs structurels, tels que la sécheresse de 2018-2019, mais aussi par des facteurs contextuels tels que les troubles socio-économiques, la dévaluation de la gourde, l'inflation, la hausse des prix de certains produits alimentaires de base, l'arrêt et le bouleversement du flux commercial, etc. Bien que la pluviométrie pour 2020 s'annonce favorable, les défis liés aux facteurs contextuels seront difficiles à surmonter pour les communautés les plus vulnérables et les acteurs humanitaires qui les appuient.

1. Derniers développements de la crise politique, économique et sécuritaire

D'un point de vue politique, la semaine du 17 au 22 décembre a été marquée par l'invitation du Président Jovenel Moïse aux membres de l'opposition, signataires de l'accord de Marriott, de le rejoindre à la table du dialogue. Tous les signataires ont refusé l'invitation, regretté l'absence d'un agenda pour cette rencontre, ainsi qu'une annonce claire de sa démission. Néanmoins, le Président a réussi à rencontrer des représentants du Groupe Initiative de la Passerelle (GIP), qui regroupe plus d'une centaine d'organisations de la société civile et du secteur privé qui appellent le Président à démissionner et qui s'engagent à faciliter son départ ordonné[1].

D'un point de vue économique, selon le rapport de la Commission Économique Pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC)[2], l'économie haïtienne a enregistré une décroissance de -0,7% en 2019, sensiblement en dessous du taux de 1,5% de croissance enregistré en 2018, représentant la première variation négative depuis le tremblement de terre de 2010 (-5%). Les principaux indicateurs macroéconomiques affichent une performance allant dans le même sens, avec une dynamique persistante d'inflation élevée : 20% en rythme annuel en septembre (contre 14,6% et 15,4% respectivement pour l'année 2018 et 2017), une aggravation du déficit budgétaire d'environ 7% du PIB (contre 6,5% du PIB en 2018 et 3,9% en 2017), et une dépréciation prononcée de la gourde face au dollar américain (34%).

---

[1] « Une centaine d'organisations de la société civile et du secteur privé offrent une « passerelle » de sortie à Jovenel Moïse », Le Nouvelliste, 14 octobre, https://lenouvelliste.com/m/public/index.php/article/207902/une-centaine-dorganisations-de-la-societe-civile-et-du-secteur-prive-offrent-une-passerelle-de-sortie-a-jovenel-moise

[2] « Croissance négative, hyperinflation, décote de la gourde… le mauvais carnet de l'économie haïtienne en 2019 », Le Nouvelliste, 20 décembre 2019 https://lenouvelliste.com/article/210522/croissance-negative-hyperinflation-decote-de-la-gourde-le-mauvais-carnet-de-leconomie-haitienne-en-2019

D'un point de vue sécuritaire, une situation de tension persiste dans le quartier de Martissant de Port-au-Prince entre les chefs des gangs Ti Bwa et Gran Ravine pour des raisons territoriales, économiques et politiques. Pour ramener la paix dans cette circonscription, les deux gangs demandent l'accompagnement de l'État dans le renforcement de la sécurité globale, ainsi que la mise en place de programmes d'assainissement dans leur quartier[3]. Parallèlement, dans le département du Centre, une tentative d'évasion a été signalée au niveau du centre pénitentiaire de Hinche ce 18 décembre 2019, les prisonniers revendiquant de meilleures conditions de détention. Cette tentative survient après celle qui a eu lieu à la prison civile des Gonaïves le 7 novembre 2019, pour les mêmes raisons, et qui s'est soldée par la mort d'un détenu[4].

Impact de la crise actuelle sur la sécurité alimentaire

Selon OCHA[5], au début de l'année 2019, 2.6 millions d'Haïtiens étaient en situation d'insécurité alimentaire. En plus de l'impact de la sécheresse de 2018 et 2019, causée par le phénomène El Niño et qui a engendré dans de nombreuses parties du pays une baisse de la production agricole d'environ 12%[6], les derniers épisodes de « peyi lock » ont eu des effets négatifs sur la sécurité alimentaire, qui a enregistrée une nette dégradation. L'analyse IPC[7], publié le 31 octobre 2019 pour la période allant d'octobre 2019 à février 2020, signale que 3.67 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire, dont 10% de la population (1.046.000 personnes) étant en IPC Phase 4 (Urgence) et ayant besoin d'une action urgente et 25% (2.627.000 personnes) en IPC Phase 3 (Crise), soit au total 35% de la population haïtienne nécessitant une action d'urgence. Pour la période projetée, allant de mars à juin 2020, 12% (1.203.000 personnes) de la population sera en IPC phase 4 (Urgence) et 28% (2.898.000 personnes) en IPC phase 3 (Crise), représentant approximativement 40% de la population, soit 4,10 millions de personnes qui auront besoin d'une action d'urgence. Que ce soit en période courante ou en projetée, la situation apparaît plus dégradée encore dans les zones rurales avec respectivement 38% et 42% de la population en Phase 3 et 4 contre respectivement 28% et 31% pour les zones urbaines. Les départements les plus affectés sont, dans une première phase, la zone rurale du Nord-Ouest et la commune de Cité Soleil de Port-au-Prince (Ouest), suivis à partir de mars 2020 par le département de l'Ouest (sauf Port-au-Prince) et la zone côtière de la Grand'Anse[8] (voir Figure 1).

---

[3] « Énième acte d'impuissance de la CNDDR pour ramener la paix à Martissant », Le Nouvelliste, 19 décembre 2019, https://lenouvelliste.com/article/210416/enieme-acte-dimpuissance-de-la-cnddr-pour-ramener-la-paix-a-martissant

[4] « Le calme est revenu à la prison civile de Hinche », Le Nouvelliste, 19 décembre 2019, https://lenouvelliste.com/article/210453/le-calme-est-revenu-a-la-prison-civile-de-hinche

[5] Rapport de situation, OCHA, mis à jour le 1er octobre 2019, https://reports.unocha.org/fr/country/haiti/

[6] Communiqué de presse, CLIO et CNSA, 21 novembre 2019, https://fscluster.org/haiti/document/communique-de-presse-clio-cnsa

[7] Rapport IPC, CNSA/MARNDR, octobre 2019, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IPC_Haiti_AcuteFoodSec_2019Oct2020Feb_French.pdf

[8] Plus précisément, la zone de moyen d'existence HT08

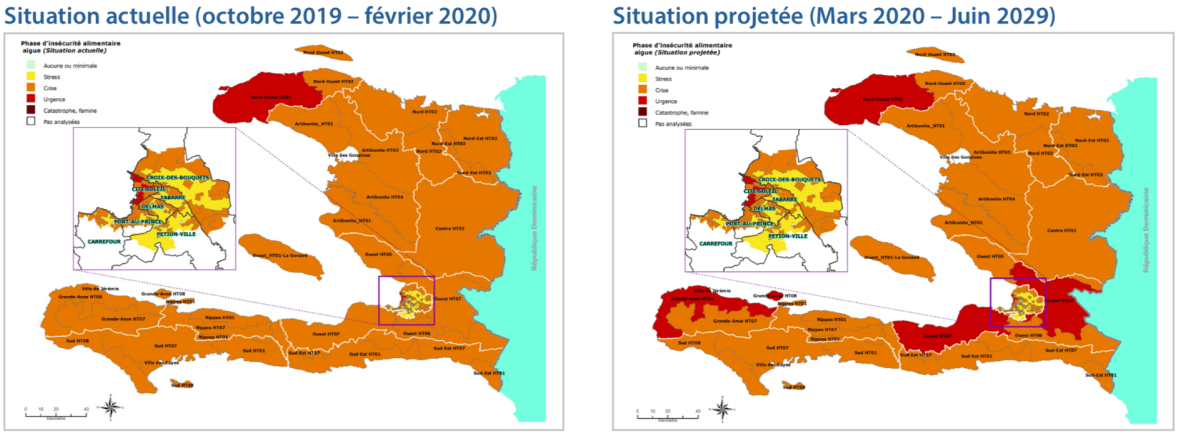

Figure 1. Cartes IPC de situation de l'insécurité alimentaire aiguë actuelle et projetée

Le rapport Fews Net[9], publié également en octobre 2019 et mis à jour en novembre, déplore la même dégradation, mais avec des variations géographiques. Ainsi, une insécurité alimentaire en Stress (Phase 2 de l'IPC) et en Crise (Phase 3 de l'IPC) devraient se maintenir dans tout le pays, avec un nombre de ménages en Crise (Phase 3 de l'IPC) croissant pendant la période de soudure qui commencera en avance entre février/mars et mai 2020. Selon ce rapport, des zones de tous les départements sont et seront en Phase 3 de l'IPC à partir d'octobre 2019 et jusqu'en juin 2020 compris, avec une progression constatée notamment dans le département du Sud (voir Figure 2).

Les deux rapports indiquent comme causes de la réduction de l'accès à la nourriture par les ménages les plus pauvres la hausse des prix des denrées de base (inflation annuelle de 22.6%), la dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain, les troubles socio-politiques et la dégradation des conditions de sécurité. Le rapport Fews Net met également en avant des prévisions négatives quant à l'évolution de ces variables. Des acteurs humanitaires ont également noté comme cause le pourrissement des récoltes chez les agriculteurs et/ou les marchands, également par manque d'accès physique aux dépôts et aux marchés.

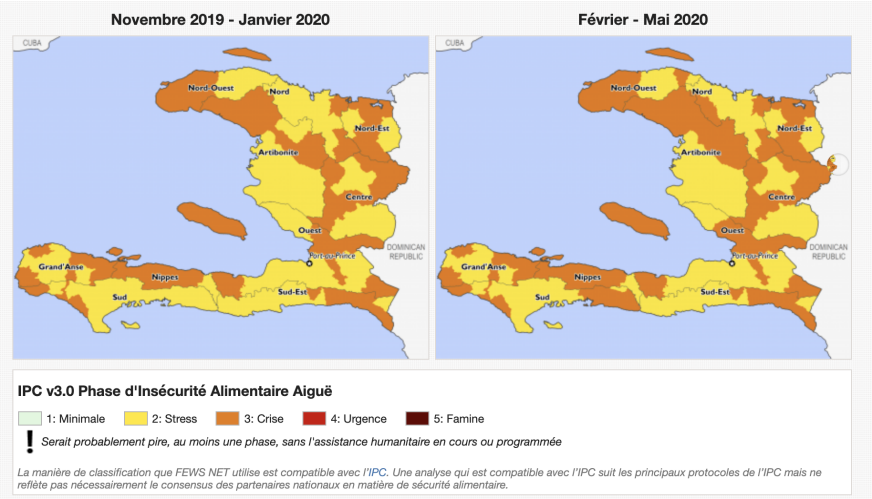

Figure 2. Cartes Fews Net de situation de l'insécurité alimentaire aiguë actuelle et projetée

[9] « Perspectives sur la sécurité alimentaire : Les conditions sont toutes réunies pour une détérioration de la sécurité alimentaire en Haïti », Fews Net, octobre 2019, https://fews.net/fr/central-america-and-caribbean/haiti/food-security-outlook/october-2019

Suivant une comparaison entre les régions les plus affectées par la crise alimentaire et la présence des acteurs actifs dans ce secteur (voir Figure 3), plusieurs remarques peuvent être faites. Premièrement, la présence de 14 acteurs humanitaires en Grand'Anse et de 10 acteurs dans le Nord-Ouest, et de leurs approches multi-activités, restent primordiales dans la réduction de l'insécurité alimentaire des 189.075 personnes[10] dans la Grand'Anse et des 259.537 dans le Nord-Ouest. Deuxièmement, les départements de l'Ouest et de Nippes, soit 1.404.273 personnes et 139.149 personnes en insécurité alimentaire respectivement, ne seront couvertes que par les activités de neuf et respectivement deux acteurs humanitaires. Ainsi, même si le Nord-Ouest et la Grand'Anse semblent être déjà ciblés par l'aide humanitaire et que les budgets des acteurs présents dans l'Ouest et les Nippes ne sont pas connus, il est possible que le département des Nippes, parfois appelé le « département oublié » par certains, ne soit pas encore assez couvert par l'aide humanitaire.

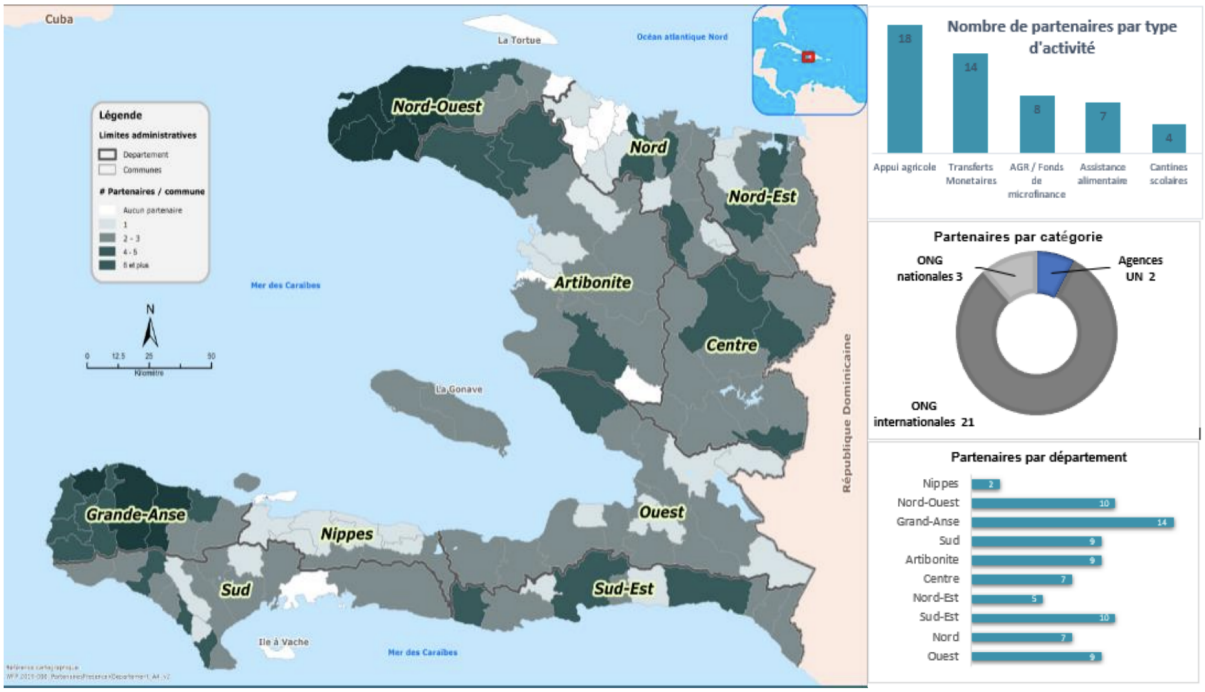

Figure 3. Carte de présence des acteurs humanitaires actifs dans la sécurité alimentaire[11]

En termes de stratégies de survie, les acteurs humanitaires interrogés alertent sur la diminution de la taille des repas et/ou du nombre de repas pris, la perte du capital (par la vente des bétails ou des outils, la consommation et/ou la vente des semences nécessaires pour la campagne agricole du printemps 2020), la vente du charbon, la migration vers des membres de la famille qui se trouvent en meilleure situation financière (parfois en zone urbaine), l'envoi des enfants chez d'autres membres de la famille, le retardement des soins médicaux ou de l'achat de médicaments, etc. Selon une étude de l'ONG Concern dans la commune de Cité Soleil, d'autres stratégies de survie incluent la diminution des achats de vêtements, chaussures, cosmétiques, des dépenses sur le divertissement et la

[10] Le nombre de personnes en insécurité alimentaire par département provient de l'Aperçu humanitaire publié le 16 décembre 2019 par OCHA et basées sur des données reçues de la CNSA https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ocha-hti-snapshot-20191216_fr.pdf

[11] Carte de Présence des Acteurs, Haiti Food Security Cluster, novembre 2019 https://fscluster.org/sites/default/files/documents/carte_de_presence_des_acteurs_novembre_2019.pdf

communication. Les aliments relativement coûteux comme les pois, la viande, le poisson et les tubercules sont consommés moins fréquemment et/ou exclus entièrement du régime alimentaire. Les achats de nourriture à crédit augmente également[12]. Certaines de ces stratégies de survie, telles que la consommation des semences ou la vente du bétail, pousseront plus dans la précarité les populations pauvres, pendant la période de soudure (à partir de février 2020) et la période de la campagne de printemps. Ces communautés risquent de se retrouver dans un cercle vicieux où elles n'auront plus de semences à planter pendant la campagne de printemps, seront poussées à aller acheter sur les marchés à des prix plus élevés à cause de la hausse de la demande pendant la période de semis, devront vendre plus de bétail (s'il en reste), etc.

Le prix du panier alimentaire a également augmenté pendant la crise. Selon OCHA, si le prix était de 1.425 gourdes en janvier 2019, après le premier épisode « peyi lock » de février le prix est monté à 1.577 gourdes pour arriver à 1.789 gourdes en juillet, et aboutir à 1.928 gourdes vers la fin du mois d'octobre. Il est donc fort possible que derrière cette corrélation entre les prix et les épisodes de « peyi lock » se cache aussi une relation de causalité : les problèmes d'accès aux marchés, les perturbations des flux commerciaux, la rareté et la hausse du prix du carburant sur le marché noir, la rareté et la hausse du prix des produits importés, etc. étant tous des facteurs ayant un impact direct sur les prix. Dans le plus grand marché du pays à Croix-des-Bossales (département de l'Ouest), et à Jérémie (département de la Grand'Anse), les produits avec les hausses de prix les plus sensibles sont le riz importé, le maïs moulu, les haricots noirs et l'huile de cuisson importée[13]. Avec peu de variations[14], les marchés de Hinche, Jacmel, et Cap Haïtien, ont connu des hausses de prix similaires. Ces données sont confirmées par des études de marché menées par des ONG telles que ACTED dans le Grand Sud[15] et KORAL dans le Sud[16]. Pour comparaison avec le marché international[17], les cours du riz sont relativement stables tandis que ceux du maïs et du blé ont augmenté respectivement de 7 % et 6 % après 3 mois consécutifs de baisse en raison d'une réduction des perspectives de récolte dans plusieurs grands pays producteurs et d'une augmentation de la demande. Selon la CNSA[18], en ramenant le panier alimentaire sur la base de 2100 kilocalories recommandées par l'OMS, un ménage de 5 personnes en Haïti aurait besoin en moyenne de 10.826 gourdes pour accéder aux aliments de base, une somme hors de prix pour le personnel de service à domicile, par exemple, qui ne gagne que 6.500 gourdes par mois[19].

---

[12] « Profil de référence d'économie des ménages (méthodologie HEA) : Les Ménages les Plus Vulnérables de la Zone Urbaine de Cité Soleil (Haïti) », Concern Worldwide et The Food Economy Group, septembre 2019

[13] Pour plus d'informations, veuillez consulter le Bulletin des Prix de décembre 2019 de FEWS Net, https://fews.net/sites/default/files/documents/reports/Haiti_2019_12_PB_FR.pdf

[14] Une exception notable est le prix du maïs moulu à Hinche, qui s'est stabilisé à des niveaux comparables à janvier 2019.

[15] « Analyse rapide de marche sur les départements de la Grande Anse et du Sud (Haïti) », ACTED, octobre 2019, https://fscluster.org/sites/default/files/documents/factsheet_eval_disponibilite_produits_alimentaires_-_marches_ga_sud_acted_oct2019.pdf

[16] « Rapport d'évaluation de la situation et des besoins des ménages dans le Sud d'Haïti », KORAL, novembre 2019

[17] « Bulletin spécial : Panier alimentaire et conditions de sécurité alimentaire », CNSA/MARNDR, novembre 2019 https://fscluster.org/sites/default/files/documents/foodbasket_novembre_19.pdf

[18] Idem

[19] Montant calculé sur la base de 26 jours ouvrés par mois, 250 gourdes par jour, selon le minimum établi par la loi (Arrêté fixant le salaire minimum à compter du 1er novembre 2019, du 31 octobre 2019)

Dans les prisons, selon un rapport[20] RNDDH (Réseau National de Défense des Droits Humains), déjà avant le mois de septembre 2019, la distribution des stocks de nourriture se faisait pour certaines prisons très difficilement. Les produits alimentaires acheminés aux responsables de la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP), qui tiennent compte de la population carcérale et de la ration alimentaire minimale devant préserver la santé des détenus, étaient rarement respectés. Par conséquent, le nombre de repas par jour, ainsi que la quantité de nourriture offerte aux prisonniers avaient diminué et les produits alimentaires n'étaient plus diversifiés. Depuis le mois de septembre 2019, la situation a empiré. Dans certaines prisons telles que celles de Port-au-Prince, Croix-des-Bouquets et Cabaret, les dépôts ne sont alimentés par la DAP que pour deux ou trois jours. De plus, les parents de certains détenus qui se faisaient un devoir de leur apporter régulièrement à manger ne le peuvent plus, les transports en commun étant extrêmement réduits certains jours voire carrément inexistants. Ces facteurs ont amené les responsables des prisons à rationner de manière drastique les stocks à leur disposition et à n'octroyer aux prisonniers qu'un repas par jour et en moindre quantité.

Finalement, en termes d'aide humanitaire internationale, selon OCHA[21], le secteur a intensifié ses efforts d'intervention grâce aux derniers fonds reçus du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF), d'environ 5 millions de dollars américains en août 2019, pour cibler environ 65 000 personnes, et 9 millions de dollars de la Commission Européenne pour l'Aide Humanitaire (ECHO) pour 125.000 autres personnes. Après le 16 septembre, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a dû suspendre toutes ses livraisons de vivres aux écoles pendant la période de « peyi lock » avec une reprise des activités vers novembre, les écoles situées dans le sud d'Haïti étant particulièrement touchées par la situation sécuritaire. Ainsi 39 % des écoles prévues (300.000 enfants) ont reçu des vivres pendant l'année 2019. Le 6 décembre 2019, le PAM a annoncé qu'il a réussi à mener des programmes de distribution de produits alimentaires et de transferts monétaires qui ont touché en total 138.000 bénéficiaires à travers le pays, mais que les transferts d'argent en espèces à plus de 7.300 ménages (37.000 personnes ; intervention d'urgence) prévus dans les départements de la Grand'Anse, de l'Artibonite et du Nord ont été reportés en raison de la situation volatile et de la pénurie de carburant. Néanmoins, le PAM vise à lancer une opération d'aide alimentaire pour 700.000 bénéficiaires pour laquelle il aurait besoin de 62 millions USD. USAID a aussi annoncé la donation de 1 million USD au PAM pour couvrir les frais nécessaires au transport aérien, maritime et terrestre de l'aide humanitaire, ainsi que pour un système de gestion de l'information et un soutien à la coordination afin de sauvegarder l'efficacité des opérations du PAM. En outre, plus de 2.200 tonnes de nourriture (100.000 bénéficiaires) devront arriver en Haïti dans les prochaines semaines, en plus d'une donation de 2.000 tonnes de produits alimentaires en novembre 2019[22] et d'une assistance destinée au renforcement de la sécurité alimentaire (transferts monétaires, vouchers, renforcement de moyens d'existence et la

[20] Pour plus d'informations, veuillez consulter le rapport « Impacts de la crise sociopolitique actuelle sur les conditions générales de détention », 6 novembre 2019, RNDDH https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2019/12/5-Rap-Prisons-2019-6Nov19.pdf

[21] Rapport de situation, OCHA, mis à jour le 1er octobre 2019, https://reports.unocha.org/fr/country/haiti/

[22] Présentation des activités USAID en Haïti https://www.usaid.gov/what-we-do/working-crises-and-conflict/crisis-response/where-we-work/haiti

promotion des bonnes habitudes alimentaires) équivalent à 20 millions USD, déjà en cours[23]. Il faut aussi noter qu'aucune poursuite n'est prévue pour l'année 2020 du programme Kore Lavi (USAID) qui s'est terminé en juillet 2019, après 6 ans d'existence et un budget avoisinant les 100 millions USD, et qu'une reprise de ce programme ne pourra être faite au plus tôt qu'en 2021, pour des raisons d'administration interne. Enfin, le 16 décembre dernier, l'ambassade de la République de Chine (Taïwan) en Haïti a annoncé que le gouvernement taiwanais accordera un don de 20.200 tonnes de riz à Haïti en 2020, dont 13.000 tonnes seront destinées au Fonds d'assistance économique et sociale (FAES) pour l'exécution de ses programmes d'urgences sociales et 7.200 tonnes seront distribuées par l'organisation non gouvernementale Food for the Poor Haïti (FFP Haïti)[24].

Selon le communiqué, cette donation représente une augmentation de plus de 100% par rapport à l'année en cours. En 2019, les dons de riz taïwanais en Haïti ont atteint 9.200 tonnes, dont 3.000 tonnes remises au gouvernement haïtien et 6.200 tonnes distribuées à travers des ONG telles que FFP Haïti et la Fondation Tzu-chi, note l'ambassade. En plus de l'aide alimentaire ponctuelle, le gouvernement taïwanais appuie la production nationale de riz en Haïti, avec la mise en œuvre d'un projet de renforcement de la production nationale de semences de riz, ayant comme objectif d'aider Haïti à atteindre l'autosuffisance alimentaire sur le long terme.

Conclusions et recommandations

Considérant les facteurs conjoncturels énoncés ci-dessus, et mis à part les effets négatifs de la faible pluviométrie de 2018 et 2019 causée par El Nino, la sécurité alimentaire a été sensiblement affectée par les épisodes de « peyi lock ». Une persistance de la crise politique en 2020 ne ferait donc qu'aggraver les tendances négatives des macro-indicateurs économiques et sécuritaires, et pousser les populations vulnérables à employer de plus en plus des stratégies de survie auparavant utilisées uniquement pendant les périodes de soudure de la campagne agricole, lesquelles s'annoncent déjà particulièrement difficiles pour les plus démunis. Malgré la prévision d'une pluviométrie neutre ou même favorable à la récolte agricole en 2020, 3.67 millions de personnes auront besoin d'être appuyées, notamment en moyens d'existence (appui agricole, transferts monétaires, fonds de microfinance, assistance alimentaire, cantines scolaires etc.) afin de les revitaliser, d'alléger la pression financière et de garantir des impacts sur le moyen et long terme. C'est également dans ce sens que le CLIO a lancé ce 21 novembre et ce 26 décembre deux appels à l'aide. Dans un premier temps, le CLIO et la Commission Nationale de la Sécurité Alimentaire ensemble avec 27 ONG humanitaires ont lancé un appel pour mobiliser et obtenir des moyens à la hauteur des besoins recensés afin de garantir, de manière urgente, l'accès à l'alimentation pour les populations les plus touchées sous la forme la plus appropriée en priorisant l'acquisition des produits locaux pour éviter d'aggraver la crise économique ; et de prendre des actions immédiates pour la prévention et la prise en charge des personnes en situation de malnutrition aigüe, particulièrement les enfants. Les humanitaires soulignent que cette assistance immédiate doit s'accompagner impérativement de la reconstruction et du développement des moyens d'existence de ces populations, ainsi que du renforcement du système de surveillance et d'alerte précoce en matière de sécurité alimentaire et

[23] « Crise humanitaire : les amis d'Haïti promettent de doubler leur aide alimentaire », Le Nouvelliste, 17 décembre 2019, https://lenouvelliste.com/article/210368/crise-humanitaire-les-amis-dhaiti-promettent-de-doubler-leur-aide-alimentaire

[24] Idem

nutritionnelle afin de mieux anticiper les crises futures[25]. Dans un deuxième temps, les humanitaires demandent aux organismes décideurs de venir au secours des agriculteurs en apportant des appuis en semences adaptées, en outils agricoles et en capital pour la campagne agricole d'hiver 2019-2020[26].

Note méthodologique

Ces rapports de situation sont le fruit d'une évaluation lancée par le CLIO (le Cadre de Liaison Inter-Organisations en Haïti), lors d'une initiative Start Network, qui vise à apporter une réponse à la question fondamentale suivante : est-ce que derrière la crise politique, économique et sécuritaire qui traverse en ce moment Haïti se développe-t-il une crise humanitaire ? Cette réponse sera tirée de l'analyse de l'impact de la crise sur les ménages à travers une consolidation des besoins, le dégagement des tendances, et l'identification des besoins humanitaires prioritaires, afin de proposer des options de réponse contextualisées. Ainsi, un ensemble d'acteurs nationaux et internationaux, opérant dans les milieux gouvernemental, non-gouvernemental, communautaire international et privé, ont été contactés. Leurs analyses et études ont été intégrées dans ces rapports de situation, dont chacun se concentrera sur un secteur d'intervention (eau, hygiène et assainissement, et lutte contre le choléra ; sécurité alimentaire ; sécurité et accès ; éducation ; santé ; moyens existence et protection). Un rapport multisectoriel consolidé avec des analyses croisées et transversales constituera l'aboutissement de cette évaluation menée sur 45 jours.

Pour plus de renseignements, veuillez contacter Leyla Mutiu à eval.crise@solidarites-haiti.org

[25] Communiqué de presse, CLIO et CNSA, 21 novembre 2019, https://fscluster.org/haiti/document/communique-de-presse-clio-cnsa

[26] « Économie : Le Clio lance un appel à l'aide, pour la campagne agricole d'hiver 2019-2020 en Haïti », CLIO, 26 décembre 2019, https://www.alterpresse.org/spip.php?article25103